

# DOSSIER DE PRESSE

BILAN PARLEMENTAIRE  
DEPUIS LE 1<sup>ER</sup> OCTOBRE 2017

**22 décembre 2017**





Il y a tout juste six mois, mes collègues députés de La République en Marche et moi-même ouvrons la XV<sup>e</sup> législature de l'Assemblée nationale. Dès le mois d'août dernier, à l'issue de la fin de la session ex-

traordinaire, j'exprimais toute la fierté d'avoir accompli un travail intense et de qualité en quelques semaines.

Aujourd'hui, alors que la session parlementaire s'interrompt le temps des fêtes de fin d'année, force est de constater que nous avons poursuivi notre travail à un rythme effréné. Ce dossier de presse en est l'illustration concrète.

Les chiffres ne mentent pas : depuis le mois de juin, nous avons siégé lors de 153 séances, réparties sur 76 jours avec 68 textes adoptés, dont 36 définitivement.

Depuis le 1<sup>er</sup> octobre, nous avons voté des textes marquants, à l'image du premier budget de la Nation du quinquennat, la loi renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme, la loi mettant fin à l'exploitation des hydrocarbures en France en 2040. Nous avons également ratifié les ordonnances réformant en profondeur le code du travail pour plus de dialogue social dans l'entreprise.

Loin d'être les députés « godillots » décrit par certains, nous avons enrichi les textes qui nous ont été proposés par le Gouvernement. Notre méthode de travail basé sur la co-construction et la confiance réciproque porte ses fruits ; près de 1530 amendements ont été adoptés. Parmi les mesures importantes portées par la majorité : l'expérimentation des emplois francs dès 2018, la taxation des objets de luxe qui n'intègrent pas le nouvel impôt sur la fortune immobilière, ou encore la modulation de la taxe sur les boissons sucrées.

Alors que l'année 2018 va s'ouvrir, de nombreux chantiers nous attendent : réforme de l'assurance-chômage, de la formation professionnelle et de l'apprentissage, projets de loi sur le logement, sur le droit à l'erreur de l'administration et sur la vie de l'entreprise, préparation de la réforme constitutionnelle. La détermination et la mobilisation de la majorité restent intactes afin de poursuivre la mise en œuvre de notre projet de transformation de la France.

**Richard Ferrand**

“ La victoire du mois de mai dernier oblige à travailler pour faire avancer le pays fort et vite.”

- Emmanuel Macron

## LES CHIFFRES CLÉS DEPUIS LE 1<sup>ER</sup> OCTOBRE

**Sur l'ensemble des textes :**

- 153 séances réparties sur 76 jours
- 627 heures de séance
- 68 textes adoptés dont 36 définitivement
- 8080 amendements examinés
- 1530 adoptés

**Sur les textes budgétaires (hors PLFSS) :**

- 215 heures d'examen en séance
- soit près de 9 jours
- 3915 amendements examinés
- 811 amendements adoptés

**Sur le budget de la Sécurité Sociale :**

- 51 heures d'examen en séance
- 1124 amendements examinés
- 301 amendements adoptés

“ On peut changer les choses en profondeur si on décide d'y mettre beaucoup d'intensité.”

- Emmanuel Macron

## • LES GRANDS TEXTES BUDGÉTAIRES VOTÉS DEPUIS LE 1<sup>ER</sup> OCTOBRE :

### **Projet de loi de finances pour 2018:**

**définitivement  
adopté**

- Suppression progressive de la taxe d'habitation pour 80% des Français d'ici 2020.
- Transformation de l'ISF en Impôt sur la fortune immobilière (IFI).
- Revalorisation de l'allocation adulte handicapé (passage de 810€ à 880€ en novembre 2018 puis 900€ au 1<sup>er</sup> novembre 2019). Elle bénéficiera à plus de 900 000 allocataires.
- Hausse de la fiscalité écologique et environnementale: harmonisation de la fiscalité du gazole sur celle de l'essence, hausse de la composante carbone de la TIPCE.
- Généralisation et augmentation du chèque énergie.
- Création du Prélèvement Forfaitaire unique à 30%.
- Réduction de loyer de solidarité à hauteur d'1,5 milliard, ce qui permet la baisse des APL en préservant le pouvoir d'achat des locataires.
- Logement: Maintien et recentrage du Prêt à Taux Zéro et du dispositif « Pinel » jusqu'à fin 2018.

### **Les apports des députés LaREM**

- Expérimentation des emplois francs dès 2018 dans des quartiers prioritaires de la politique de la ville ciblés.
- Prolongation du crédit d'impôt pour l'agriculture bio jusqu'en 2020 portée par les députés du groupe de travail LaREM sur l'agriculture.
- Renforcement des sanctions financières et la privation des droits civils dans le cadre d'une condamnation pour fraude fiscale en bande organisée.
- Augmentation des taxes catégorielles pour les yachts, les automobiles de luxe, les lingots d'or, qui n'entrent pas dans le cadre du nouvel Impôt sur la fortune immobilière (IFI).

### **Projet de loi de finances de la sécurité sociale pour 2018:**

**définitivement  
adopté**

- Baisse des cotisations sociales des actifs en contrepartie de la hausse de la CSG qui apporte un gain de pouvoir d'achat pour les salariés et 75% des indépendants. Pour un salarié au SMIC, cette mesure représentera un gain annuel de 132 € en 2018, puis de 263 € à partir de 2019;
- L'adossment du RSI au régime général, une mesure très attendue par les indépendants;
- La revalorisation du minimum vieillesse de 100 €/mois d'ici 2020. Première augmentation de 30€ au 1<sup>er</sup> avril 2018. Cela concerne 550 000 personnes;
- La transformation du CICE en baisse pérenne de charges;
- L'élargissement de la vaccination obligatoire;
- La hausse progressive du prix du tabac, avec un paquet de cigarettes à 10€ d'ici 2020.

## Les apports des députés LaREM

- Instauration d'une modulation de la taxation sur les boissons sucrées, mesure portée avec le soutien des autres groupes parlementaires.
- Rapport sur la transparence de l'attribution des places en crèche.
- Baisse des cotisations patronales de 30% à 20% pour les actions gratuites distribuées par l'entreprise.

## Programmation des finances publiques 2018-2022:

**définitivement adopté**

- Proposer une trajectoire des dépenses publiques vertueuse, avec un effort partagé (ministères, collectivités locales à travers un pacte de confiance).
- Mise en œuvre du grand plan d'investissement de 57 milliards d'euros qui est structuré autour de 4 priorités (accélérer la transition énergétique, édifier une société de compétences, ancrer la compétitivité sur l'innovation, construire un Etat à l'âge numérique).
- Consolidation des priorités budgétaires pour les ministères de l'Education nationale et régaliens (Justice, Défense, Intérieur).

## Premier PLFR 2017:

**définitivement adopté**

- Pour compenser l'inconstitutionnalité de la taxe sur les dividendes adoptée sous la précédente majorité, mise en place de deux contributions exceptionnelles de l'IS modulées selon le chiffre d'affaires des 300 plus grandes entreprises (5 milliards d'euros).

## Second PLFR 2017:

**définitivement adopté**

- Mise en place du prélèvement à la source de l'impôt sur le revenu dès le 1<sup>er</sup> janvier 2019.
- Reconstitution du soutien fiscal pour les bassins urbains en déclin industriel.

“ Sur le sujet du chômage, j'ai pris mes responsabilités: nous avons fait tout de suite la réforme la plus importante sur le marché du travail et qui avait été évitée depuis 20 ans. ”

- Emmanuel Macron

## • LES AUTRES TEXTES VOTÉS DEPUIS LE 1<sup>ER</sup> OCTOBRE :

### **PL sécurité intérieure et lutte contre le terrorisme:**

**définitivement  
adopté**

→ Un texte d'équilibre qui a permis à la France de sortir de l'état d'urgence au 1er novembre 2017, tout en intégrant durablement dans notre droit commun des mesures encadrées et indispensables à la sécurité des Français, exclusivement dans le cadre de la lutte contre le terrorisme.

→ Les députés ont aussi adopté un amendement de l'opposition prolongeant le dispositif de contrôle parlementaire mis en place dans le cadre de l'application de l'état d'urgence.

→ Un apport des députés LaREM: le pointage des assignés au périmètre géographique limité à la commune une seule fois par jour.

### **PL hydrocarbures:**

**définitivement  
adopté**

→ La France devient le premier pays du monde à interdire l'exploration et la production d'hydrocarbures sur son territoire à l'horizon 2040.

→ A partir de la promulgation de cette loi, plus aucun permis d'exploration ou d'exploitation d'hydrocarbures ne sera délivré sur le territoire national.

→ Ce texte permet également de sécuriser l'approvisionnement des citoyens en gaz naturel et renforce la protection des consommateurs d'énergie.

### **PL orientation et réussite des étudiants:**

**adopté  
en première lecture**

→ 16 heures de débat, 37 amendements adoptés dont 7 de l'opposition.

→ Fin du tirage au sort.

→ Nouvelle plateforme *Parcoursup*.

→ Fin du régime social étudiant.

→ Amendements des députés LaREM: la contribution « vie étudiante » sera au tarif unique de 90 euros; dispense de cette cotisation pour les demandeurs d'asile; une place attribuée à un représentant étudiant au CA de la CNAM.

### **PL organisation des Jeux Olympiques et Paralympiques 2024:**

**adopté  
en première  
lecture**

→ Un texte visant à respecter nos engagements en mettant certains éléments de notre droit national en conformité avec les garanties apportées par la France en phase de candidature, et livrer les Jeux dans les temps et sans surcoût.

→ Apport des députés LaREM: transparence appliquée à tous les GESI (grands événements sportifs internationaux).

### **PL Ratification des ordonnances renforçant le dialogue social:**

**adopté  
en première  
lecture**

→ 25 heures de débat, une trentaine d'amendements.

→ Les ordonnances permettent de développer le dialogue social au sein de l'entreprise, notamment des TPE et PME qui étaient les grandes oubliées des précédentes lois.

→ Ces ordonnances créent également des nouvelles protections pour les salariés, en augmentant les indemnités légales de licenciement et en sécurisant le télétravail, une pratique en forte croissance (10% des salariés le pratiquent).

→ Apport des députés LaREM: renforcement des compétences du Conseil d'entreprise, dispositif qui permettra de développer une forme de co-décision à la française.

**PPL relative à l'exercice des compétences des collectivités territoriales dans le domaine de la gestion des milieux aquatiques et de la prévention des inondations:**

**adoption définitive**

→ PPL Modem et cosignée par le groupe LaREM permettant d'aménager le calendrier et de clarifier le transfert des compétences GEMAPI aux intercommunalités (EPCI).

**PPL dons de jours de repos non-pris aux aidants familiaux:**

**adopté en 1<sup>ère</sup> lecture**

→ PPL Les Constructifs permettant des dons de jours de repos non-pris à l'ensemble des aidants familiaux, et non plus seulement aux parents d'enfants gravement malades

**PPL Application du régime d'asile européen:**

**adopté en 1<sup>ère</sup> lecture**

→ PPL Les Constructifs permettant de constituer une liste de critères objectifs justifiant le placement en rétention administrative du demandeur d'asile en vue d'assurer son transfert vers un autre Etat membre de l'UE, celui qui traitera sa demande d'asile.

→ Les amendements des députés LaREM ont permis de trouver une position d'équilibre, notamment en affinant les critères et en apportant des garanties supplémentaires aux demandeurs d'asile (devoir d'info et prise en compte de la vulnérabilité).

**PL adopté par le Senat ratifiant l'ordonnance du 10/02/2016 portant réforme du droit des contrats, du régime général et de la preuve des obligations:**

**adopté en 1<sup>ère</sup> lecture**

→ Ratification d'une ordonnance qui modernise le droit des contrats et introduit des innovations en matière de droit des contrats (théorie de l'imprévision en matière civile, définition du contrat d'adhésion).

**PL ratifiant l'ordonnance du 03/05/17 portant création de l'établissement public Paris La Défense:**

**adoption définitive**

→ Ratification d'une ordonnance qui crée un établissement public local pour l'aménagement, la gestion et la promotion du territoire de « Paris La Défense », géré majoritairement par les représentants des collectivités locales des Hauts-de-Seine.

**CONTACTS PRESSE**

Akila Mat: 06 15 99 96 99  
Thibault Gentil: 06 03 98 61 15  
presse@an-en-marche.fr

 Les députés LaREM

 LaREM\_AN

 Députés LaREM